



SIVOM DU LITTORAL DES MAURES

Chemin des Essarts

83240 CAVALAIRE-SUR-MER

Accord-cadre à bons de commande

SUIVI DU MILIEU RECEPTEUR SITUE DANS L'AIRE D'INFLUENCE DU REJET DE L'EFFLUENT

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Mars 2025



Groupe MERLIN

Date et heure limite de remise des offres :
25/04/2025 à 16 h 00

Suivi du document :

01250274 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Indice	Établi par	Approuvé par	Le	Objet révision
A	O.PINTO GUIMARAES	S.LENA/R.GIRARD	19/03/2025	Établissement

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

N° d'identification de l'accord-cadre : 2025-02-00

ACHETEUR PUBLIC :

SIVOM DU LITTORAL DES MAURES

REPRESENTANT DE L'ACHETEUR PUBLIC :

M. Le Président

OBJET DE L'ACCORD-CADRE :

**SUIVI DU MILIEU RECEPTEUR SITUE DANS L'AIRE D'INFLUENCE DU REJET
DE L'EFFLUENT**

Sommaire

I.	OBJET DE L'ACCORD CADRE – DISPOSITIONS GENERALES	6
I.1.	Objet de l'accord cadre – Domicile du titulaire – Lieu d'exécution	6
I.2.	Emission des bons de commande	6
I.3.	Unité monétaire	7
I.4.	Forme et adresse des notifications	7
I.5.	Emploi de la langue française	7
I.6.	Changement des moyens humains affectés à l'exécution du contrat.....	7
I.7.	Protection des données et confidentialité	8
I.7.1.	Dispositions générales.....	8
I.7.2.	Dispositions spécifiques concernant les données personnelles.....	8
II.	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE	9
III.	ARTICLE 3 – RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES – SOUS TRAITANCE.....	10
III.1.	Prestations susceptibles d'être sous-traitées	10
III.2.	Désignation des sous-traitants.....	10
IV.	PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – FACTURATION – REGLEMENT DES COMPTES ET DELAI DE PAIEMENT	11
IV.1.	Forme des prix.....	11
IV.2.	Modalités d'établissement des prix	11
IV.3.	Répartition des paiements.....	11
IV.4.	Sous détails de prix.....	12
IV.5.	Variations de prix.....	12
IV.6.	Facturation	12
IV.7.	Règlement des comptes.....	13
IV.8.	Délai de paiement et intérêt moratoires	13

V. ARTICLE 5 – MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	14
V.1. Cotraitants.....	14
V.2. Sous-traitants directs du titulaire	14
V.3. Sous-traitants de sous-traitants	15
VI. ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	15
VI.1. Retenue de garantie	15
VI.2. Avance.....	15
VII. ARTICLE 7 – DELAI D’EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	16
VII.1. Délais d’exécution.....	16
VII.2. Pénalités.....	16
VII.2.1. Retard dans la remise des documents d’exécution des prestations.....	17
VII.2.2. Carences dans la communication de l’identité des personnes désignées pour représenter le titulaire	17
VII.2.3. Absence aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué.....	17
VII.2.4. Carence dans les obligations concernant la lutte contre le travail dissimulé	17
VII.2.5. Non-respect des obligations concernant la protection des données et la confidentialité	17
VII.3. Primes	18
VIII. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	18
IX. ARTICLE 9 – RESPECT DES OBLIGATIONS LIEES A LA REGLEMENTATION DU CODE DU TRAVAIL	18
IX.1. Lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs	18
IX.1.1. Désignation d’un représentant du titulaire	18
IX.2. Documents à produire	18
IX.3. Lutte contre le travail illégal et la sous-traitance occulte.....	18
IX.4. Justificatifs fiscaux et sociaux à produire en cours d’exécution de l’accord cadre	19
X. ARTICLE 10 – ADMISSION DES PRESTATIONS	20
XI. ARTICLE 11- ASSURANCE.....	20
XII. ARTICLE 12 – REEXAMEN DES CONDITIONS D’EXECUTION DU CONTRAT	20
XII.1. Remplacement du titulaire en cours d’exécution du marché	20
XII.2. Modification du montant maximum de l’accord cadre.....	21
XII.3. Disparition d’indice de révision de prix.....	21
XII.4. Protocole transactionnel	21
XIII. ARTICLE 13 – RESILIATION	22
XIV. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES	22
XV. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	22

I. OBJET DE L'ACCORD CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

I.1. Objet de l'accord cadre – Domicile du titulaire – Lieu d'exécution

La présente consultation a pour objet la réalisation des prestations de missions pour le suivi du milieu récepteur situé dans l'aire d'influence du rejet de l'effluent de la station d'épuration des eaux usées de Pardigon.

Références à la nomenclature CPV :

Descriptif	Code CPV
Services d'ingénierie	713000001

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-PI, et sauf indication contraire émanant du titulaire, ce dernier est réputé faire éllection de domicile à l'adresse mentionnée dans l'article « contractant » de l'acte d'engagement où, à défaut, à son siège social.

Lieu d'exécution : Station d'épuration intercommunale de Pardigon - Communes de Cavalaire-sur-Mer et de la Croix-Valmer

I.2. Emission des bons de commande

L'accord-cadre sera exécuté par bons de commande successifs émis selon les besoins de l'acheteur public.

Les dispositions relatives à la durée de l'accord-cadre, à ses reconductions et aux délais d'exécution des bons de commandes figurent à l'acte d'engagement.

Les bons de commande sont signés par l'acheteur public et sont notifiés au titulaire selon les modalités précisées à l'article 1.4 ci-dessous.

Si le titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service, l'acheteur public le mettra en demeure d'y satisfaire, dans un délai de 15 jours, par une décision qui lui est notifiée par écrit.

Chaque bon de commande précisera :

- > Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- > La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- > La date et le numéro du bon de commande ;
- > La nature et la description des prestations à réaliser ;
- > Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- > Les lieux d'exécution des prestations ;
- > Le montant du bon de commande.

Seuls les bons de commande dûment signés par le représentant de l'acheteur public devront être honorés par le titulaire.

I.3. Unité monétaire

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro. Toutes les demandes de paiement du titulaire ainsi que toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants doivent être établies dans cette même monnaie de compte : l'euro.

Le prix libellé dans l'accord-cadre reste inchangé en cas de variation de change.

I.4. Forme et adresse des notifications

La notification au titulaire des décisions et informations de l'acheteur public faisant courir des délais est faite :

- > Soit par lettre recommandée avec accusé de réception,
- > Soit par courriel : dans ce cas le titulaire devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial portant notification de la décision de l'acheteur public.

NB : Si la plateforme retenue pour les échanges électroniques permet la LRAR électronique, l'accusé de réception généré par la plateforme dispense le titulaire de l'envoi d'un courriel valant accusé de réception.

Par réciprocité, la notification à l'acheteur public des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel dans les mêmes conditions.

À défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement d'une adresse particulière du titulaire pour l'exécution du contrat, les notifications par voie postale seront faites à son siège social.

I.5. Emploi de la langue française

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

I.6. Changement des moyens humains affectés à l'exécution du contrat

Pour l'exécution du présent contrat, le Titulaire est tenu de recourir aux personnes désignées dans son offre. En cas d'empêchement le Titulaire est tenu d'en informer l'acheteur public dans un délai de 8 jours et de lui communiquer l'identité du remplaçant qui devra justifier de compétences et références équivalentes.

Le remplaçant doit être agréé par décision écrite de l'acheteur public. En cas de refus d'agrément du remplaçant par l'acheteur public, le Titulaire doit dans les 8 jours suivants ce refus proposer un nouveau remplaçant.

En cas de carence du titulaire, il sera appliqué la pénalité prévue à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, sans préjudice de la faculté pour l'acheteur public de résilier l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 44 du CCAG PI.

I.7. Protection des données et confidentialité

I.7.1. Dispositions générales

Le Titulaire est autorisé à utiliser les données qui lui sont fournies par l'acheteur public dans le marché ou en cours d'exécution de ses prestations et à les stocker dans ses banques de données pour la durée du marché dans des conditions permettant d'en garantir la confidentialité et l'intégrité.

Ce droit d'utilisation accordé à titre non exclusif ne peut être cédé ou concédé à un tiers sans l'autorisation expresse de l'acheteur public.

Le Titulaire s'engage à ne communiquer ces données qu'aux seules personnes intervenant pour son compte, dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à restituer l'ensemble de ces données et à ne faire aucune reproduction non autorisée expressément par l'acheteur public.

En cas d'utilisation d'infrastructures informatiques de stockage « distants » (plateforme collaborative, Drive, cloud ...), la totalité de ces données stockées sur ces serveurs délocalisés doit être supprimé au terme du marché.

Le Titulaire veille également à ce que ses sous-traitants et plus généralement toutes les personnes intervenant pour son compte, respectent les mêmes obligations concernant ces mêmes données auxquelles ils peuvent avoir accès dans le cadre de l'exécution de leurs prestations.

La méconnaissance de cette obligation entraînera l'application de la pénalité définie à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** « Non-respect des obligations concernant la protection des données et la confidentialité », sans préjudice de la faculté pour l'acheteur public de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

I.7.2. Dispositions spécifiques concernant les données personnelles

L'exécution des prestations du présent accord-cadre rentre dans le champ des obligations découlant du Règlement (UE) du 27/04/2019 et de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 2018-493 du 20/06/2018.

A ce titre, l'utilisation des données à caractère personnel détenues par l'acheteur public et auxquelles le titulaire peut avoir accès, doit être strictement limitée aux besoins liés à l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire doit les traiter conformément aux instructions de l'acheteur public et en assurer la confidentialité et l'intégrité.

Il doit éviter de faire apparaître dans les documents qu'il produit toute mention relative à l'identité des personnes physiques et veiller à leur effacement sur les documents qu'il conserve.

En outre, si en cours d'exécution du marché le titulaire doit avoir accès à d'autres données personnelles conservées par l'acheteur public, il doit lui en faire part afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences réglementaires.

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à restituer à l'acheteur public l'ensemble de ces données et à effacer celles stockées sur ses serveurs délocalisés.

Il veille également à ce que ses sous-traitants et plus généralement toutes les personnes intervenant pour son compte, respectent les mêmes obligations concernant ces mêmes données auxquelles ils peuvent avoir accès dans le cadre de l'exécution de leurs prestations.

La méconnaissance de ces obligations entrainera l'application de la pénalité définie à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** sans préjudice de la faculté pour l'acheteur public de résilier le marché aux frais et risques du titulaire.

II. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

L'accord-cadre est constitué par les documents énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante.

Cet ordre de priorité déroge aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG PI.

- L'acte d'engagement et ses annexes : à compléter et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières, cahier ci-joint à accepter sans modification ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales-Prestations Intellectuelles (PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les normes applicables à ce type de prestations (normes européennes ou à défaut normes françaises homologuées ou toute autre norme étrangère reconnue équivalente)
- Le Bordereau des Prix Unitaires, cadre ci-joint à compléter ;
- Un mémoire justificatif technique des dispositions et moyens matériels et humains que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations de ce marché. Le mémoire justificatif technique rédigé par les soumissionnaires devra être en adéquation avec les prestations à réaliser, il comprendra notamment chacun des chapitres suivants à reprendre selon l'ordre préconisé ci-dessous :
 - > Les moyens humains et matériels affectés à la mission : structure et composition de l'équipe proposée, CV de tous les membres de l'équipe en regard des compétences attendues pour la mission ainsi que les références personnelles des personnes affectées à la mission, l'organisation et temps (jours-homme par qualité) affectés à la mission. L'équipe présentée sera contractuelle. L'absence de CV sera éliminatoire.
 - > La méthodologie : méthodologie envisagée par le candidat pour réaliser l'étude, planning, délais, calendrier avec mention de l'ordonnancement des tâches

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature du marché.

III.ARTICLE 3 – RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES – SOUS TRAITANCE.

Le Titulaire peut recourir aux capacités d'autres opérateurs économiques pour l'exécution du présent accord-cadre, quelle que soit la nature des liens qui l'unissent à ces opérateurs : sous-traitance ou toute autre forme d'engagement contractuel.

III.1. Prestations susceptibles d'être sous-traitées

L'acheteur public n'impose pas que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le Titulaire qui pourra recourir librement à la sous-traitance sous réserve de ne pas sous-traiter la totalité des prestations de l'accord-cadre et de respecter au préalable les exigences définies à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** ci-dessous pour la désignation de ses sous-traitants.

III.2. Désignation des sous-traitants

Elle est subordonnée impérativement quel que soit le rang du sous-traitant à l'acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement par l'acheteur public.

Pour les sous-traitants désignés dans l'offre en annexe à l'Acte d'Engagement, la notification de l'accord-cadre emporte acceptation et agrément de leurs conditions de paiement par l'acheteur public, sauf refus explicite de celui-ci.

Pour les sous-traitants désignés en cours d'exécution des prestations, l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement est constatée par un acte spécial (formulaire DC4).

Toute modification du montant des prestations sous-traitées en cours d'exécution de l'accord-cadre est constatée par un acte spécial modificatif (formulaire DC4).

Le titulaire désirant recourir à la sous-traitance doit produire à l'appui de chaque demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement les pièces suivantes :

- > Déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux Articles L2141-1 à L2141-14 et l'Article R2144-7 du Code de la Commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- > Attestations d'assurances du sous-traitant

En outre, si le titulaire a recours à un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre également une déclaration du sous-traitant, comportant les mentions suivantes : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance des prestations du présent marché. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance ».

Par ailleurs afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cet acte spécial devra être accompagné des mêmes documents que ceux demandés au titulaire.

Pour les sous-traitants à paiement direct dont la désignation intervient en cours d'exécution du marché et pour ceux déjà désignés dont le montant des prestations sous-traitées augmente en cours d'exécution du marché, le titulaire devra en outre :

- > Renseigner la rubrique G (exemplaire unique du titulaire) du modèle d'acte spécial mentionné ci-dessus,
- > Fournir, le cas échéant, un décompte précis du montant de l'avance perçue correspondant aux prestations visées par l'acte spécial. Les sommes correspondantes sont remboursées par le titulaire par précompte sur les sommes lui restant dues dès la notification de l'acte spécial.

L'accord de l'acheteur public sur la sous-traitance sera accordé sur la base :

- > Des références présentées par le sous-traitant pour des prestations de nature et d'importance similaire à celles pour lesquelles il est pressenti,
- > De la qualité des matériels et équipements dont la mise en œuvre est prévue et de leur compatibilité avec les équipements et matériels existants, le cas échéant,
- > De sa capacité à communiquer en langue française.

Le titulaire s'assure que tous les contrats de sous-traitance quel que soit leur rang et quelle que soit la nationalité du sous-traitant, comportent les clauses nécessaires au respect des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31/12/1975 sur la sous-traitance.

Il s'assure également que ses sous-traitants satisfont aux obligations définies aux articles L 5212-1 à L 5212-4 ; L 5212-9 à L 5212-11 ; L 5214-1 et R 5213-39 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

IV.PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – FACTURATION – REGLEMENT DES COMPTES ET DELAI DE PAIEMENT

IV.1. Forme des prix

Les prestations sont réglées par application, aux prestations réellement exécutées, des prix du bordereau des prix de l'accord-cadre, en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

IV.2. Modalités d'établissement des prix

Les prix de l'accord-cadre contiennent toutes les sujétions découlant des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation concernée doit être réalisée.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes de ces circonstances et a élaboré ses prix en connaissance de cause.

IV.3. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants, ou à l'entrepreneur mandataire du groupement, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

IV.4. Sous détails de prix

Un sous détail de prix unitaire pourra être demandée en cours d'exécution de l'accord-cadre au titulaire qui devra le produire dans un délai de 8 jours à compter de la réception de l'OS en faisant la demande. L'absence de production de cette pièce fait obstacle à la mise en œuvre de la procédure de règlement pour les sommes à payer suite à sa date d'exigibilité.

IV.5. Variations de prix

Les prix sont révisibles selon une fréquence annuelle, la 1ère révision intervenant à la date anniversaire suivant celle de la notification de l'accord-cadre.

Chaque révision annuelle est effectuée par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn calculé comme suit :

$$\text{Formule, } Cn = 15,00 \% + 85,00 \% (In/Io)$$

Où Io et In- sont les valeurs prises par l'index Ingénierie respectivement au mois zéro (mois de remise de l'offre finale du titulaire) et au mois In (mois correspondant à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre).

La valeur des indices et index de référence utilisés pour le calcul du coefficient Cn est celle publiée à la date de mise en œuvre de la formule de révision de prix, la référence retenue pour la publication des index et indices étant le Moniteur « supplément textes officiels » en édition papier.

Le coefficient final de révision de prix est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- > Si la 4ème décimale est égale à 0, le millième est inchangé,
- > Si la 4ème décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité.

IV.6. Facturation

Les demandes de paiement devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- > Le nom de l'accord-cadre et le numéro d'engagement
- > La date d'émission de la facture
- > Le code service
- > Le numéro du (des) compte(s) bancaire(s) à créditer;
- > La prestation exécutée et son montant HT ;
- > Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- > Le montant éventuel des pénalités encourues;
- > L'effet de la révision ou de l'actualisation,
- > Le cas échéant le montant de l'avance à verser au titulaire,
- > Le cas échéant le montant de l'avance à rembourser par le titulaire

La demande de paiement pour solde devra en outre comporter le montant total des sommes auquel le titulaire prétend ainsi qu'un récapitulatif des sommes déjà perçues par voie d'acompte, le cas échéant.

Le Titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leur facture sous forme électronique conformément aux dispositions définies aux articles D 2192-1 et D 2192-2 du code de la commande publique. Cette transmission devra être effectuée par le biais de Chorus pro.

IV.7. Règlement des comptes

Les règlements se feront par virements administratifs.

Les bons de commande d'une durée d'exécution supérieure à 3 mois donneront lieu au versement d'acomptes selon une fréquence trimestrielle et d'un solde établi selon les modalités définies à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

Les bons de commande d'une durée d'exécution ne dépassant pas 3 mois ne donneront pas lieu au versement d'acomptes. La rémunération correspondant à chacun de ces bons de commande sera versée en une seule fois et en totalité après admission des prestations correspondantes selon les modalités définies à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

IV.8. Délai de paiement et intérêt moratoires

Les sommes dues au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution de présent accord-cadre sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- > Pour l'avance, la date emportant commencement d'exécution des prestations, ou si une garantie ou une caution est exigée en contrepartie de l'avance, la date de réception de cette garantie ou caution.
- > Pour le paiement des acomptes, les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct et le paiement pour solde, la date de l'acquittement technique émis par le système d'information du destinataire en cas de choix de mode de transmission EDI ou la date de notification par courriel au destinataire de la mise à disposition de la facture ou du décompte général sur l'espace factures de Chorus Pro en cas de choix de mode de transmission portail/service. En cas de litige entre le titulaire ou les sous-traitants et l'acheteur public, la date servant de point de départ au délai global de paiement est la date de dépôt de la facture sur Chorus Pro + 2 jours.

A défaut de toute transmission par le titulaire à l'acheteur public, dans un délai de 30 jours à compter de sa réception, du décompte général revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte général et définitif, sa date d'acceptation correspondant alors au 1er jour suivant le terme de ce délai.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-27 du code de la commande publique, la suspension du délai de paiement ne peut intervenir qu'une seule fois avant l'ordonnancement de la dépense si la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat, notamment si l'état d'avancement d'exécution des prestations n'est pas respecté, ou si les documents exigés ne sont pas fournis.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, selon les modalités définies aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours de laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

V. ARTICLE 5 – MODALITES PARTICULIERES DE PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

V.1. Cotraitants

En cas de groupement d'entreprises titulaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci des sommes à payer par le Maître d'ouvrage.

Pour les groupements d'entreprises pour lesquels il est prévu des paiements sur des comptes séparés, à réception de chaque bon de commande, le mandataire devra transmettre sans délai à l'acheteur public un document signé de l'ensemble des membres du groupement précisant la répartition des prestations et des montants à payer à chacun d'eux.

Le maître d'ouvrage se trouve libéré de toute obligation du fait des paiements effectués selon les modalités précitées, les entreprises faisant leur affaire de toute contestation sur les modalités de répartition entre elles des sommes perçues au titre du marché.

V.2. Sous-traitants directs du titulaire

Après acceptation et agrément de leurs conditions de paiement et sous réserve que le montant dû à chaque sous-traitant soit supérieur au seuil défini à l'article L2193-11 du code de la commande publique, la procédure de paiement direct devra être mise en œuvre.

Dans les 15 jours de la signature de l'accusé de réception de chaque demande de paiement de sous-traitant, le titulaire doit notifier son accord ou son refus de paiement au sous-traitant et au Maître d'ouvrage

Le titulaire établit une attestation indiquant le montant à payer pour chaque sous-traitant dont le paiement est accepté. Le montant figurant dans cette attestation est un montant hors TVA, la TVA grevant les prestations sous-traitées étant auto liquidée par le titulaire selon les modalités précisées ci-dessous.

Cette attestation fait apparaître distinctement les sommes à payer au titre d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que, le cas échéant, les sommes à payer au titre de chaque tranche de travaux.

Cette attestation signée par le titulaire est jointe en double exemplaire à la situation de travaux du titulaire.

En cas de groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le Maître d'ouvrage se trouve libéré de toute obligation du fait des paiements effectués dans les conditions précitées, le titulaire et ses sous-traitants faisant leur affaire de toute contestation éventuelle sur les modalités définitives de répartition entre eux des sommes perçues au titre du contrat.

Réclamation du sous-traitant :

Si un sous-traitant à paiement direct demande par écrit au Maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le Titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 de la loi n°75-1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au Titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, l'acheteur public paie le sous-traitant et les sommes dues au Titulaire sont réduites en conséquence.

Le Titulaire prend toute mesure pour rendre opposable cette clause à ses sous-traitants admis au paiement direct. A défaut le Titulaire s'engage à garantir l'acheteur public contre toute réclamation du sous-traitant concernant les sommes consignées.

V.3. Sous-traitants de sous-traitants

Ne pouvant bénéficier de la procédure de paiement direct précitée, ils bénéficient des garanties de paiement définies par les articles 6 et 14 de la loi du 31/12/1975 modifiée.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour obtenir auprès de ses propres sous-traitants les justificatifs de délivrance de ces garanties de paiement (copie du contrat de caution ou de délégation de paiement).

Ces justificatifs devront être produits au Maître d'Ouvrage à sa demande

VI. ARTICLE 6 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

VI.1. Retenue de garantie

Sans objet.

VI.2. Avance

Sauf indication contraire figurant dans l'acte d'engagement et sous réserve du respect des conditions prévues à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, chaque bon de commande donnera lieu au versement d'une avance au profit du titulaire dont le montant est précisé dans l'acte d'engagement.

Si la durée prévue pour l'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à 12 mois, son montant est déterminé en appliquant le taux précité au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées à paiement direct.

Si la durée prévue pour son exécution est supérieure à 12 mois, son montant est déterminé en appliquant le taux précité à une somme égale à 12 fois le montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées à paiement direct, et divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement mentionné à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** et compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande ouvrant droit au versement de cette avance.

Le versement de l'avance est effectué sur le compte unique ou sur chacun des comptes séparés désignés dans l'acte d'engagement et dans ce cas c'est le montant des sommes à verser sur chaque compte qui sert de référence pour la détermination du montant de l'avance à verser à chacun.

Les paiements ainsi effectués par l'acheteur public sont libératoires vis à vis des entreprises, le mandataire faisant son affaire avec les autres membres du groupement de tout différent entre eux sur les modalités de répartition du montant de l'avance.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix et ne peut pas être modifié par avenant.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure dans un décompte mensuel, atteint 65 % du montant du marché ou, le cas échéant, de la tranche considérée.

Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Conformément à l'article R 2193-17 du code de la commande publique, une avance est versée, à leur demande, aux sous-traitants à paiement direct dès lors que le Titulaire a lui-même droit au versement de l'avance. Le montant de cette avance, les conditions de son versement et de son remboursement sont identiques à ceux définis ci-dessus pour le titulaire et sont appréciées en référence au montant des prestations confiées aux sous-traitants.

VII. ARTICLE 7 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

VII.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont précisés pour chaque bon de commande.

VII.2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, le montant des pénalités est forfaitaire et l'acheteur public se réserve la possibilité d'engager au cas par cas une concertation avec le Titulaire avant de les appliquer.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable et leur paiement n'exonère pas le Titulaire de l'obligation d'exécuter les prestations correspondantes.

Lorsque le Titulaire est un groupement momentané d'entreprises, chaque pénalité fait l'objet d'une notification par l'acheteur public adressée au mandataire, qui devra lui fournir en retour, dans un délai

de 15 jours à compter de cette notification, la répartition des pénalités entre les différentes entreprises membres du groupement, faute de quoi ces pénalités seront déduites des sommes dues au mandataire.

Les contestations éventuelles sur les modalités de répartition des pénalités entre les membres du groupement ne peuvent être opposées à l'acheteur public pour justifier un défaut d'exécution ou une mauvaise exécution des obligations contractuelles du groupement.

VII.2.1. Retard dans la remise des documents d'exécution des prestations

Une pénalité forfaitaire de **500** euros sera appliquée par jour calendaire de retard dans la remise des documents d'exécution (rapports d'intervention, rapport de campagne, données brutes, etc.)

Cette pénalité est applicable sur simple constat de carence et le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date effective de remise du document et la date limite définie dans le bon de commande.

VII.2.2. Carences dans la communication de l'identité des personnes désignées pour représenter le titulaire

Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 200 Euros par jour de retard constaté dans la communication de l'identité de la personne physique chargée de représenter le Titulaire durant l'exécution du contrat.

VII.2.3. Absence aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué

Une pénalité forfaitaire de **300** Euros est appliquée en cas d'absence des représentants du titulaire aux réunions auxquelles ils sont dûment convoqués par tous moyens par l'acheteur public

VII.2.4. Carence dans les obligations concernant la lutte contre le travail dissimulé

En cas d'absence de preuve de régularisation suite au manquement concernant le travail dissimulé. Il est appliqué une pénalité forfaitaire de 250 euros par jour d'infraction constatée.

Cette pénalité est plafonnée à 10 % du montant du marché et ne pourra pas excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1 ; L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

VII.2.5. Non-respect des obligations concernant la protection des données et la confidentialité

En cas de non-respect des règles de sécurité concernant la protection des données personnelles visées à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**« Protection des données et confidentialité », le Titulaire subira une pénalité de **2 %** du montant HT des prestations exécutées à la date de constatation de la violation.

En cas de non-respect des règles de sécurité concernant la confidentialité n'impliquant pas des données personnelles, le Titulaire subira une pénalité de **0,5 %** du montant HT des prestations exécutées à la date de constatation de la violation.

VII.3. Primes

Il n'est pas prévu le versement de prime.

VIII. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG PI s'appliquent pour les prestations couvertes par un droit de propriété intellectuelle.

IX.ARTICLE 9 – RESPECT DES OBLIGATIONS LIEES A LA REGLEMENTATION DU CODE DU TRAVAIL

IX.1. Lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs

IX.1.1. Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent accord-cadre doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

IX.2. Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le Titulaire doit transmettre à l'acheteur public les documents suivants :

Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- > Les salariés détachés par ses soins,
 - > Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - > Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent contrat par le Titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du Titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations et après mise en demeure restée sans effet de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, l'acheteur public pourra résilier l'accord-cadre aux torts du Titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG PI.

IX.3. Lutte contre le travail illégal et la sous-traitance occulte

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par le Maître d'ouvrage, et pour respecter la stricte application des dispositions relatives à la lutte contre le travail clandestin et la sous-traitance occulte, le Titulaire s'assure, pendant la durée du marché, que les personnes intervenant pour son compte satisfassent aux exigences définies à l'article L.8221-3 du Code du Travail concernant le travail dissimulé par dissimulation d'activité. Il s'assure également pendant toute la durée du marché que les personnes satisfassent aux exigences définies à l'article L. 8221-5 du code du travail concernant le travail dissimulé par dissimulation d'emploi. Pour ce faire, il vérifie pendant la durée du marché la régularité de la situation des travailleurs salariés présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire fait en sorte que ces personnels soient en mesure de présenter, à toute réquisition formulée par les représentants du Maître d'ouvrage, un document attestant de la qualité de salarié, ce document pouvant prendre la forme d'une "carte de salarié" infalsifiable.

En cas de manquement à ces règles, le Maître d'ouvrage adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures.

En l'absence de preuve de régularisation de la situation par le Titulaire dans les 8 jours à compter de la mise en demeure, il encourt la pénalité visée à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** « carence dans les obligations concernant la lutte contre le travail dissimulé ».

Le Maître d'ouvrage informe par ailleurs l'Inspection du Travail. A défaut de preuve de régularisation dans les 6 mois à compter de la mise en demeure, le marché sera résilié aux frais et risques du Titulaire.

Le titulaire devra également remettre dans un délai de quinze jours à compter de la notification et lors des éventuelles modifications, la liste nominative des salariés étrangers employés sur le territoire national pour l'exécution du marché, conformément aux dispositions des articles L. 8254-1 et D. 8254-2 du code du travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de séjour.

Le titulaire devra également transmettre au Maître d'Ouvrage sur demande expresse de celui-ci, une attestation sur l'honneur garantissant que le pays d'origine de la main d'œuvre étrangère a intégré les 8 conventions visées à l'article 6.1 du CCAG, ou à défaut, une attestation sur l'honneur par laquelle il s'engage à respecter pour cette main d'œuvre lesdites conventions.

IX.4. Justificatifs fiscaux et sociaux à produire en cours d'exécution de l'accord cadre

Pour les marchés d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, les justificatifs fiscaux et sociaux requis en application du code du travail (article D 8222-5 pour les candidats établis en France, ou D 8222-7 pour les candidats établis à l'étranger) doivent être transmis par le titulaire retenu avant signature du marché, et après signature de l'accord-cadre tous les 6 mois à compter de la date de sa notification par le maître d'ouvrage jusqu'à la fin de son exécution, sans que le Maître d'ouvrage n'ait à en faire la demande à l'Entrepreneur.

Le titulaire s'assure également de la production par ses sous-traitants quel que soit leur rang, des justificatifs fiscaux et sociaux précités chaque fois que le contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 5 000 euros HT. Il s'engage à communiquer ces justificatifs sur simple demande du maître d'ouvrage.

X. ARTICLE 10 – ADMISSION DES PRESTATIONS

La procédure d'admission est réalisée selon les modalités définies à l'article 29 du CCAG PI pour chaque bon de commande, après vérification de l'ensemble des prestations réalisées par le titulaire e commande de fournies et approbation par l'acheteur public du rapport de fin de mission avec interprétations des résultats et préconisations.

XI. ARTICLE 11- ASSURANCE

Le titulaire et en cas de groupement titulaire, chacun des membres du groupement doit justifier qu'il a souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant son activité et garantissant les conséquences financières de tous dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers susceptibles d'en demander réparation.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG PI, les attestations doivent être fournies avant la signature de l'accord-cadre.

XII. ARTICLE 12 – REEXAMEN DES CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTRAT

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront être modifiées en cours d'exécution selon les modalités précisées ci-dessous.

XII.1. Remplacement du titulaire en cours d'exécution du marché

La cession totale de l'accord-cadre est subordonnée à une demande préalable du Titulaire à l'acheteur public et donne lieu à une autorisation expresse de ce dernier.

Ce remplacement peut intervenir à l'initiative du Titulaire après accord de l'acheteur public dans les hypothèses suivantes :

- > Cessation d'activité,
- > Cession de contrat,

L'acheteur public accepte le remplaçant proposé après avoir vérifié que ce dernier ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner visées aux articles L. 2141-1 à 2141-11 du code de la commande publique et après s'être assuré que les capacités professionnelles, techniques et financières produites selon les mêmes modalités que celles prévues pour le Titulaire sont suffisantes.

Le remplaçant désigné est entièrement subrogé au Titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat et s'engage à reprendre intégralement l'exécution de toutes les obligations en découlant.

Si le contrat initial a donné lieu au versement d'une avance et à la constitution d'une garantie à première demande de même montant, le remplaçant devra également fournir une garantie à première demande pour un montant correspondant à la part de l'avance non encore remboursée à la date du remplacement.

La substitution ne pourra pas donner lieu à d'autres modifications substantielles de l'accord-cadre.

En cas de groupement, la substitution est subordonnée également à l'accord de l'ensemble de ses membres.

Le remplaçant proposé pourra être une entreprise tierce ou, en cas de groupement conjoint, un de ses membres.

En cas de refus de l'acheteur public de la substitution, la défaillance du cocontractant emporte la mise en œuvre de la solidarité des autres membres en cas de groupement solidaire, ou la résiliation de la part non exécutée du cocontractant défaillant en cas de groupement conjoint.

En complément des dispositions de l'article 37.2 du CCAG PI, la résiliation du contrat du fait du refus des membres du groupement conjoint d'en poursuivre l'exécution dans le cadre d'un groupement réduit, n'ouvre pas droit à indemnisation

Si la substitution vise le mandataire d'un groupement, le groupement réduit désigne un nouveau mandataire parmi ses membres.

À défaut de toute désignation, le cocontractant cité en 2ème position dans l'acte d'engagement du marché devient le nouveau mandataire du groupement.

Toutefois en cas de groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur public se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution de l'accord-cadre avec le groupement réduit et de prononcer la résiliation de l'accord-cadre sans faute et sans droit à indemnité.

Ces modalités de substitution s'appliquent également au cas de défaillance du mandataire dans sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

XII.2. Modification du montant maximum de l'accord cadre

Lorsque 90% du maximum du présent accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le titulaire. Dans un délai de 15 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre dans la limite de 15% du maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au titulaire un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au titulaire.

XII.3. Disparition d'indice de révision de prix

En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire et après l'accord de l'acheteur public. Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

XII.4. Protocole transactionnel

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être adapté, ou faire l'objet de modifications, après son attribution, lorsque ces modifications constituent, objectivement, un mode de règlement transactionnel, emportant des renonciations réciproques de la part des deux parties, en vue de mettre un terme à un litige, dont l'issue est incertaine, né des difficultés auxquelles se heurte l'exécution de ce marché

XIII. ARTICLE 13 – RESILIATION

En cas de procédure collective, le jugement instituant l'ouverture de la procédure (sauvegarde ou redressement ou liquidation judiciaire) est notifié immédiatement à l'acheteur public par le titulaire.

L'acheteur public adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de procédure simplifiée sans administrateur, cette demande est adressée au titulaire.

En cas de réponse négative ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois suivant l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si le juge commissaire accorde à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation ou lui impartit un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou le cas échéant du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du contrat, ou à l'expiration du délai de 1 mois précité.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de cette résiliation.

XIV. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable, les tribunaux français sont seuls compétents. L'acheteur public et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

XV. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles de l'accord-cadre	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Erreur ! Source du renvoi introuvable.	4.1
Article Erreur ! Source du renvoi introuvable.	14.1
Erreur ! Source du renvoi introuvable.	9

Cahier des Clauses Administratives Particulières
Dressé par le Cabinet MERLIN

Le 19/03/2025